

Convention collective

IDCC : **8216** | **EXPLOITATIONS VITICOLES**
(Champagne délimitée)
(2 juillet 1969)

(Étendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 19 mars 1972)

Avenant n° 215 du 11 février 2020

NOR : AGRS2097170M

IDCC : 8216

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Syndicat général des vignerons de la Champagne déléguant ses pouvoirs en la circonstance à sa délégation des employeurs ;

Fédérations départementales des CUMA viticoles de l'Aisne, de l'Aube et de la Marne, déléguant leurs pouvoirs en la circonstance à la délégation des employeurs du syndicat général des vignerons de la Champagne,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération générale agro-alimentaire CFDT ;

Syndicat CFTC agriculture ;

FGTA FO ;

FNAF CGT ;

SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet de rectifier une erreur qui s'est glissée lors de la rédaction de l'avenant n° 214 s'agissant de la condition d'ancienneté de la garantie invalidité.

En conséquence, la convention collective est modifiée comme suit :

Article 1^{er} | Révision des taux de cotisation

À l'article 64 « Garantie incapacité de travail, invalidité et décès » le 3^e alinéa du paragraphe « d) Dispositions communes », « 1. Cotisations » est réécrit comme suit :

« La garantie invalidité est financée par une cotisation fixée à 0,844 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés justifiant de 6 mois d'ancienneté continue,

à l'exception des salariés occupant des fonctions de cadre au sens de l'AGIRC, ainsi répartie :

- 25 % à la charge de l'employeur ;
- 75 % à la charge du salarié. »

Article 2 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche des exploitations viticoles de la Champagne délimitée. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et de cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme, les partenaires sociaux ayant tenu compte lors de la définition des garanties de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 3 | Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Article 4 | Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé auprès de l'unité départementale de la Marne de la direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions du présent accord.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 11 février 2020.

(Suivent les signatures.)